

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: UN PARTENAIRE EUROPÉEN AFFAIBLI

Martin Michelot | *Directeur adjoint, EUROPEUM Institute for European Policy à Prague*

La formation d'un gouvernement s'annonce ardue pour le vainqueur des législatives tchèques, Andrej Babis, qui ne devrait pas entraîner son pays dans le sillage de la Pologne et de la Hongrie mais est judiciairement vulnérable.



« Le Trump tchèque » ou « le Berlusconi tchèque » : les comparaisons peu flatteuses au sujet du futur nouveau premier ministre de la République Tchèque, Andrej Babis, ont alimenté les gros titres de la presse internationale avant les élections législatives des 20 et 21 octobre 2017, gagnées haut la main par le parti du milliardaire tchèque (ANO 2011) face à son principal rival, le parti conservateur ODS (29,64% contre 11,32%). Le 23 octobre, Andrej Babis a été chargé par le président, Milos Zeman, de former un gouvernement. La mission s'annonce compliquée et potentiellement longue, malgré l'ampleur de la victoire.

Comme dans plusieurs autres pays européens, les résultats électoraux mettent en avant la progression des partis anti-système, au premier chef le parti vainqueur des élections, accompagnés dans ce mouvement par le Parti Pirate (10,79%, 3^e) et le SPD (extrême-droite, eurosceptique et anti-migration, 10,64%, 4^e). Au total, les nouveaux partis ont recueilli plus de 55% des suffrages, à contraster avec seulement 22% en 2013. Les forces politiques traditionnelles ont été réduites à la portion congrue, dont notamment les sociaux-démocrates (CSSD) détenteurs du pouvoir et le parti communiste, qui ont enregistré leurs plus mauvais résultats depuis l'indépendance du pays avec respectivement 7,27% et 7,76% des voix.

C'est dans un contexte de forte fragmentation politique, où neuf partis enverront des députés à la chambre basse du Parlement, fait inédit dans l'histoire tchèque, qu'Andrej Babis devra composer une majorité de

gouvernement. Fort de 78 députés élus, son parti doit en trouver encore 23 autres pour atteindre le seuil majoritaire de 101 députés (sur 200). Seul l'ODS, qui comptera 25 représentants, peut les lui apporter. Mais la formation d'une majorité s'annonce d'ores et déjà complexe dans la mesure où Andrej Babis paie les conséquences d'avoir été, le 9 octobre dernier, mis en examen pour le détournement de fonds européens, à hauteur de deux millions d'euros. Son immunité parlementaire a été levée par l'assemblée sortante. Toute possibilité d'une coalition ANO-ODS a déjà été écartée par le leadership du parti conservateur, tandis que CSSD et le parti chrétien-démocrate (KDU-CSL), qui composent la coalition sortante avec ANO, ont exclu tout accord dans lequel Andrej Babis occuperait le poste de premier ministre, une position largement partagée aussi par le Parti Pirate. Par ailleurs, le discours de victoire d'Andrej Babis prononcé le 21 octobre, dans lequel il a réaffirmé son attachement à l'Union européenne, laisse aussi entendre le fait qu'une alliance avec l'extrême-droite ou l'extrême-gauche soit improbable. D'autant qu'un troisième partenaire devrait se greffer à cet alliage improbable.

Les tractations pour la formation d'un gouvernement s'annoncent donc longues et ardues, et mettent en avant la faiblesse du parti ANO : un mouvement apolitique centré autour de la seule personnalité d'Andrej Babis, qui, même s'il a remporté une victoire décisive, se trouve dans une position de faiblesse vis-à-vis de ses potentiels partenaires gouvernementaux. Dans ces conditions, la formation d'un gouvernement de minorité, conduit par Andrej Babis, n'est pas exclue. Ni

la tenue de nouvelles législatives si une majorité stable n'émergeait pas d'ici au printemps 2018.

La position de relative faiblesse dans laquelle se trouve Andrej Babis aura aussi des conséquences sur ses marges de manœuvre au niveau européen. Malgré une campagne où il aura répété que la zone euro est un « échec », exclu toute possibilité que le pays adopte la monnaie unique et mis en garde contre une Europe à plusieurs vitesses, le potentiel futur chef de gouvernement aura pour responsabilité de garder le cap européen, garant de la prospérité et de la vitalité économique du pays qui compte le plus faible taux de chômage de l'UE, à 3,9%, et qui dépend à 60% de l'UE pour son marché d'exportation, qui reste le véritable moteur de la croissance continue (plus de 4% au premier semestre 2017). C'est dans ce contexte qu'Andrej Babis a aussi, dès samedi 21 octobre, exprimé la nécessité de trouver des partenaires au-delà du groupe dit de Visegrad (République tchèque, Slovaquie, Pologne, Hongrie), citant notamment le futur chancelier autrichien, Sebastian Kurz, pour renforcer les intérêts tchèques au sein de l'UE. Il ouvre ainsi plus largement la porte aux partenaires de gouvernement actuels plutôt qu'à un parti ODS très eurosceptique.

Dans ces conditions, Andrej Babis ne pourra pas se prévaloir d'une position de force lors des prochains Conseils européens, sans non plus renforcer l'unité d'un groupe de Visegrad, au contraire de plus en plus divisé, hormis sur la question migratoire. Le vainqueur des législatives Babis devrait donc lâcher peu de lest sur des dossiers symboliques, tels que celui des travailleurs détachés, mais rester dans le *mainstream* européen dont fait partie la République Tchèque, surtout si une coalition avec CSSD et KDU-CSL venait à se confirmer.

Le positionnement européen de la République Tchèque pourrait aussi se trouver en danger du fait de la procédure judiciaire en cours (mentionnée plus haut) contre Andrej Babis. Si le rapport à venir de l'Office Européen de Lutte Antifraude (OLAF) affaiblissait considérablement le leader d'ANO, il deviendrait plus difficile pour lui de mener à bien les tractations pour un accord de gouvernement, et quand bien même, le pays verrait sa position considérablement fragilisée au Conseil européen. Cet affaiblissement pourrait conduire à un réflexe anti-européen de la part des dirigeants politiques tchèques, qui ne ferait que renforcer le fort euroscepticisme latent au sein

de la population. Dans ce scénario, il est peu probable que le pays soit un partenaire fiable dans la construction européenne telle que portée par le couple franco-allemand. Cela serait un coup dur dans la mesure où la relation franco-tchèque est en cours de forte revitalisation depuis le référendum britannique, et puisque la France comptait aussi sur Prague comme tête de pont en Europe centrale pour une accélération de l'intégration européenne.

Un gouvernement moins pro-européen

Il restera en tout cas que la République Tchèque n'a pas pris, le week-end dernier, un chemin irréversible vers un recul de l'État de droit comparable aux cas hongrois ou polonais. Contrairement aux leaders de ces deux pays, il est quasiment impossible d'imputer à Andrej Babis une quelconque pensée idéologique comparable à celle de la « contre-révolution culturelle » appelée de leurs vœux par Viktor Orban et Jaroslaw Kaczynski. L'obligation de travailler en coalition avec des partis attachés au système politique tchèque limitera mécaniquement ses velléités de réforme de la Constitution, qui visent notamment à supprimer le Sénat (chambre haute) ou certaines fonctions municipales, ou à mettre au pas le tribunal constitutionnel. L'élection présidentielle de janvier 2018 pourrait aussi ajouter un contre-poids politique décisif, surtout si le président sortant venait à s'incliner.

Il est clair que le prochain gouvernement tchèque, quelle que soit sa composition, sera moins pro-européen que le gouvernement actuel. Les résultats de l'élection du week-end dernier ont illustré le fait qu'un pays, même prospère et en sécurité au cœur de l'UE, peut exprimer un fort sentiment de rejet envers les partis politiques traditionnels perçus comme moins à même d'aider le pays à retirer des avantages de la mondialisation.

Le défi du prochain dirigeant tchèque ne sera pas de porter un fort agenda anti-européen mais d'abord de présider à la modernisation de l'industrie tchèque et de la diversification de son économie, au-delà des exportations de produits industriels. Ce défi est lui inséparable de l'augmentation des salaires et de la qualité de vie des Tchèques, promise par les dirigeants politiques au moment de l'accession à l'UE, mais qui tarde encore à se matérialiser et fait partie des récriminations exprimées par le peuple tchèque dans ce scrutin. Pour mener ces défis à bien, l'UE représentera un partenaire essentiel pour l'avenir de la République Tchèque si celle-ci veut poursuivre son essor économique.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors